**Discours du président du CNT**

**Excellence Monsieur le Premier ministre,**

**Monsieur le Président du Conseil constitutionnel**

**Mesdames et messieurs les Présidents d’Institutions,**

**Mesdames et messieurs les membres du gouvernement,**

**Excellences Mesdames et messieurs les Ambassadeurs et chefs de mission diplomatique et consulaire,**

**Mesdames et messieurs les Représentants des Organisations internationales et interafricaines,**

**Honorables députés,**

**Distinguées personnalités en vos fonctions et grades respectifs,**

**Mesdames et Messieurs**,

Le 22 décembre, nos petites existences et nos destins à tous, rencontraient la grande histoire de notre nation. La majesté de l'instant en imposait à toutes les consciences. Toutefois, nous étions subjugués par la mission impérieuse qui traversait subrepticement le chemin de chacun d'entre nous. Le moment était subtil. Il s'agissait de tracer la piste dans la savane herbeuse, la savane bourbeuse que vous connaissez tous, pour atteindre notre devenir commun.

Au sortir de l'insurrection populaire d'Octobre 2014, le peuple burkinabè a montré la voie. Il nous revenait, à nous, membres du Conseil National de la Transition, chacun en ce qui le concerne, de rentrer au-dedans de lui-même pour chercher sa propre vérité. Il nous revenait, sans hésitation et sans atermoiement, de dire le vivre-ensemble pour demain.

Aujourd'hui, l'heure est venue de jeter un regard rétrospectif sur ces 13 mois de labeur exaltant. En fait 12 mois + un mois. Et vous savez pourquoi. Les Burkinabè savent compter. Douze mois, c'est 30 fois douze lunes. Il y a eu, entre temps, des gens qui pensent que demain est périlleux et qu'il vaut mieux s'en tenir à ce qu'on connaît de plus sûr. Voilà, pourquoi nous avons eu droit au coup d'Etat de septembre dernier.

Le moment est venu de se dire Adieu. Adieu, car nous croyons fermement que la tâche accomplie devrait nous mettre à l'abri de lendemains douloureux. Se dire Adieu, car nul parmi nous, nul parmi vous, ne souhaite que notre pays retombe dans les égarements vécus par notre peuple 27 longues années durant. Donc de Conseil National de la Transition (CNT), nous ne désirons plus en voir sous nos cieux. De Transition, nous ne souhaitons plus en voir dans notre beau et vivifiant pays. Transition veut dire travailler à passer à autre chose. C'est-à-dire le passage à autre chose de meilleur.

Le «*Plus rien ne sera comme avant*», n'est pas seulement un slogan. Ce ne sont pas seulement des éléments de langage. Sans être naïfs pour autant, à la date du 22 décembre 2014, nous y croyions véritablement. Aujourd'hui encore, nous y portons foi. De tout notre cœur. De toute les fibres de notre âme. Et s'il fallait faire preuve de la même ardeur, de la même hardiesse, de la même audace, eh bien, nous sommes prêts !

**Excellence Monsieur le Premier ministre,**

**Monsieur le Président du Conseil constitutionnel,**

**Mesdames et messieurs les Présidents d’Institutions,**

**Mesdames et messieurs les membres du gouvernement,**

**Excellences Mesdames et messieurs les Ambassadeurs et chefs de mission diplomatique et consulaire,**

**Mesdames et messieurs les Représentants des Organisations internationales et interafricaines,**

**Honorables députés,**

**Distinguées personnalités en vos fonctions et grades respectifs,**

**Mesdames et Messieurs**

En cet instant solennel de clôture de la session parlementaire unique du Conseil national de la transition, je voudrais, comme à l’installation de notre Assemblée, vous demander d’observer une minute de silence en mémoire de nos valeureux compatriotes dont les vies ont été tragiquement fauchées lors de l’insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 et de la résistance héroïque contre le coup d’Etat de septembre 2015.

**Distingués invités ;**

**Mesdames, Messieurs ;**

C’est avec une respectueuse reconnaissance que nous vous accueillons à cette cérémonie de clôture de la session parlementaire unique du Conseil National de la Transition.

Certains d’entre vous étaient témoins, le 22 décembre 2014, de l’ouverture de cette session parlementaire que nous avons lancée sans même être sûrs d’avoir les moyens d’aller jusqu’au bout de notre mission. Mais grâce à vos soutiens et sollicitudes, à vos appuis multiples et multiformes, à vos critiques les plus amicales comme les plus acerbes, nous pouvons nous féliciter d’avoir mené la barque du parlement intérimaire à bon port.

Avant de vous dresser le bilan de cette exaltante aventure, permettez-moi d’exprimer ma gratitude et celle de tous les Honorables Députés du CNT à l’ensemble des Forces vives de notre pays. Au regard de la connaissance que nous avons de l’infériorité de nos talents et du peu d’expérience de la plupart d’entre nous, nous n’aurions jamais pu atteindre les résultats dont nous sommes tous fiers aujourd’hui sans votre bienveillant accompagnement.

A cet effet, je voudrais remerciement particulièrement le Président du Faso, SEM Michel Kafando pour sa diligence indéfectible, au Premier ministre, Yacouba Isaac Zida, pour sa grande sollicitude, à tous les membres du gouvernement pour leur disponibilité, aux membres du Conseil constitutionnel pour la célérité avec laquelle ils ont toujours traité les dossiers du CNT, ainsi qu’à toutes les personnes ressources que n’ont ménagé aucun effort pour répondre à nos sollicitations. C’est justement parce que chacune de toutes ces institutions a accepté de mettre la main la pâte que le CNT a réussi l’immense production parlementaire dont nous pouvons nous prévaloir.

**Excellence Monsieur le Premier Ministre**

**Distingués invités**

**Mesdames Messieurs**

**Distingués invités ;**

**Mesdames, Messieurs ;**

Par ma voix, le conseil national de la transition se veut également très reconnaissant au corps diplomatique, aux organisations internationales, sous-régionales et régionales ; dont la disponibilité et l’accompagnement ne nous ont jamais fait défaut. Grâce aux divers appuis techniques et financiers dont nous avons bénéficié, nous avons pu faire un pas qualitatif en avant qui fait du Burkina Faso une référence en Afrique et dans le monde. En acceptant de consentir tous les sacrifices que vous avez faits, vous avez prouvé que les crises de gouvernance et les crises postélectorales ne sont pas une fatalité en Afrique. Ensemble, nous avons brisé le signe indien. C’est tout à votre honneur.

Convaincus que la marche du peuple burkinabè vers une démocratie est irréversible, vous avez condamné, avec la plus grande fermeté, le putsch vintage de septembre dernier. Devant cette grande épreuve qui a failli faire basculer les institutions de la transition, vous avez choisi d’être en phase avec les aspirations profondes de toutes les couches de notre société. Ainsi vous nous avez donné une preuve encore plus vivante et plus vraie de la nécessaire solidarité de tous les peuples pour plus de liberté, de justice et de paix.

**Distingués invités ;**

**Mesdames, Messieurs ;**

Au moment où nous vivons les derniers instants de notre mandat de Députés de la transition, permettez-moi de rendre hommage aux différentes composantes de la société qui nous ont mandatés. Pour la première fois dans l’histoire du Burkina Faso, 90 représentants des partis politiques de l’ex-opposition et de l’ex-majorité, des organisations de la société civile, et des Forces de défense et de sécurité, ont conjugué leurs énergies et leurs synergies pour former une Assemblée nationale digne de ce nom. Cela dans la complémentarité des diversités qui caractérisent notre peuple. Tout au long de cette année, nous avons regardé dans la même direction, celle de la défense des intérêts supérieurs de notre nation.

En fin de compte, nous avons prouvé que ce qui unit est bien plus fort et plus important que ce qui peut nous diviser. Telle est l’une des plus belles leçons que nous retenons de cette législature si riche et si intense. A l’appel du peuple, chacun de nous a su surpasser ses intérêts particuliers et partisans pour se mettre résolument au service de la recherche d’un mieux-être pour notre peuple.

Au cours de cette législature qui s’achève aujourd’hui, nous avons adopté une série de réformes touchant divers aspects de la vie de la nation. Et cela conformément à notre mission régalienne qui est de voter la loi, de consentir l’impôt et de contrôler l’action gouvernementale. En termes de statistiques, il est important de noter que la législature de la transition qui s’achève aura été des plus diligentes que nous notre pays ait connue. En guise d’exemple, elle a adopté 106 projets de lois et 4 propositions de loi, soit au total 110 lois. En comparaison avec les autres législatures, l’Assemblée nationale n’avait voté que 27 lois en 2007, 63 en 2008, 66 en 2009, 49 en 2010, 35 en 2011, 68 en 2012, 43 en 2013 et seulement 26 lois jusqu’à la plénière controversée du 30 octobre 2014.

En plus du vote des lois, le Conseil National de la Transition a adopté au cours de cette seule année, 33 Résolutions, initié une Commission d’enquête et adressé 68 Questions au Gouvernement, soit 26 questions orales avec débat, 15 Questions orales sans débat, 11 Questions d’actualité et 16 Questions écrites.

Nous avons mis un point d’honneur à initier une Commission d’enquête sur la fraude fiscale, l’impunité fiscale, les recettes à recouvrir des régies de recettes ainsi que les chèques revenus impayés du Trésor. Ce travail nous a permis de recouvrer plus de 4 milliards de F Cfa pour le compte de l’Etat. Pour l’ensemble des membres de cette commission et pour le CNT, il s’agit là d’une action de salubrité publique pour montrer qu’il revenait au Parlement d’engager ce travail de restauration de la bonne gouvernance et de la justice sociale. C’est d’ailleurs la même motivation qui a guidé l’adoption de différentes résolutions de mise en accusation de personnalités de l’ancien régime devant la Haute Cour de Justice.

Convaincus que la production législative ne peut avoir de sens pour les populations que lorsqu’elles se sentent actrices des lois et réformes qui sont adoptées par l’Assemblée nationale, nous avons organisé différentes tournées d’information et de délibération publique dans les 13 chefs-lieux des régions administratives de notre pays. Cette expérience de démocratie parlementaire participative a permis au CNT d’accroître non seulement sa visibilité, mais aussi de répondre à une des aspirations de notre peuple qui est de recueillir ses avis et de lui rendre compte des actions qui sont faites à son nom.

C’est ainsi qu’à défaut de pouvoir répondre à la pressante exigence des forces vives de passer à un nouvel ordre politique, le CNT a choisi de verrouiller l’article 37 de la Constitution actuelle, prévenant définitivement toute velléité de pouvoir à vie et ses conséquences désastreuses pour notre jeune démocratie.

Pour tout ce travail abattu en l’espace d’une année, je voudrais féliciter très sincèrement mes collègues députés et leur exprimer ma respectueuse gratitude pour tous les sacrifices consentis.

Tous autant qu’ils sont, ils ont donné plus que le meilleur d’eux-mêmes. Et ils méritent pleinement la reconnaissance de toute la nation.

**Mesdames Messieurs**

**Distingués invités**

Je saisis également l’occasion pour féliciter et encourager l’administration parlementaire dont la disponibilité et la haute connaissance des pratiques et traditions parlementaires ont permis aux Députés d’atteindre cette performance. Une Assemblée nationale performante a besoin de cadres compétents et disponibles comme cela nous a été donné de constater tout au long de cette session très harassante. Certes, des ajustements organisationnels sont encore nécessaires pour permettre à l’administration parlementaire d’être encore plus opérationnelle en mettant les personnes qu’il faut aux tâches qu’il faut pour la bonne marche de la maison. Le renouveau dans lequel notre pays s’engage désormais nous l’impose. Et le parlement doit se mettre au diapason des nouvelles attentes exprimées par notre peuple.

**Mesdames, Messieurs**

**Distingués invités,**

Des Burkinabè ont cru bon de prédire une fin tragique à notre Transition. Dans leur cas, prédire cette chose lamentable, c'est la souhaiter secrètement. Car il s'agissait bien de porter une « mauvaise bouche » à ce que nous avions entrepris. Et comme souhaiter, espérer ne suffit pas, ces gens ont passé le temps à être méchants envers la Transition. La médisance dont les organes de la Transition ont été accablés, n'est-ce pas tout simplement de la méchanceté ? Qui ne se souvient des vilénies colportées ici et là, à propos de la nouvelle loi portant nouveau code électoral ?

Les faits sont si graves que le mot méchanceté ne suffit pas. Il s'agit plus exactement de cruauté.

Cruauté, le mot est approprié. Je dirais même cruauté envers notre peuple, à qui on refusait de pouvoir changer, de pouvoir évoluer, de pouvoir envisager un meilleur devenir.

Des personnes réfractaires à toute idée de progrès, des acteurs politiques à la pensée fossilisée s'interdisant et interdisant aux autres d'explorer d'autres voies, des femmes et des hommes refusant de voir les aspirations qui travaillent notre peuple, eh bien, ces personnes n'ont pas été avares en inventions de toutes sortes, les unes plus diaboliques que les autres.

Eh bien, tous ces faits ont eu lieu ici, au Burkina Faso, devant le regard incrédule des gens de bien. Des gens de bien qui ne pensaient pas qu'on pouvait aller aussi loin dans l'ignominie. Qui ne pouvaient pas comprendre qu'on puisse se montrer aussi odieux à l'égard de son semblable.

Permettez-moi ces quelques questions !

N'est-ce pas du sadisme, cet instinct mortifère qui veut condamner notre peuple à l'immobilisme ?

Comment qualifier cet égoïsme vénal qui veut entraîner tout le monde dans le ravin ?

Quel humain peut rester sourd aux revendications légitimes de notre jeunesse ?

Que dire de responsables politiques qui s'ingénient à comploter contre leur propre pays, quitte à faire appel à de venimeuses amitiés étrangères ?

Qui est assez infâme pour nier le droit à l'existence aux femmes et aux hommes qui ont l'audace de ne pas penser comme eux ?

Quel géniteur est si autocentré, au point d'hypothéquer l'avenir de ses rejetons, au profit d'appétit féroces de l'instant immédiat ? Qwick monney, comme disent nos amis anglophones.

Qui est suffisamment monstrueux pour vouloir faire tirer à l'aveuglette dans la foule des passants ?

Hélas pour eux, notre peuple voulait le changement, nos concitoyens avaient soif de dignité, nos jeunes rêvent d'un monde débarrassé des injustices. Le Burkinabè veut qu'on le respecte désormais. Et c'est pourquoi Dieu n'a pas permis à ces forces obscures de triompher. Et voilà comment nous sommes de nouveau rassemblés en ces lieux aujourd'hui !

**Mesdames messieurs**

**Distingués invités**

**Distingués invités**

Au moment où la belle aventure du CNT s’achève pour moi et pour mes collègues Députés, je ne puis retenir l’expression de la profonde reconnaissance que je dois à ma chère patrie, le Burkina Faso. Pendant ces longues années de combat que j’ai mené en tant que journaliste au service de la liberté et de la justice, je me suis forgé un principe, celui de croire qu’«au-dessus des honneurs, il y a l’honneur». Le plus grand Honneur qu’un homme puisse avoir, c’est celui d’avoir le courage et la lucidité de s’effacer devant son devoir, celui de servir son peuple. Je voudrais dire merci à la mère patrie pour les honneurs divers qu’elle m’a conférés. Et dire merci à vous tous ici présent pour la confiance que vous m’avez témoignée. Devant vous, je reconnais que ma fidélité et mon attachement à la patrie n’a pas toujours été à la hauteur de mes vœux.

Mais si les services que ma fonction de président du CNT m’ont permis de rendre ont été d’utilité, je voudrais surtout qu’elle serve à raffermir la foi de la jeunesse d’aujourd’hui et de demain pour son devoir, celui de servir la nation d’abord avant de se servir. Rien qu’en passant en revue les actes courageux qui ont été posés ces deux dernières années par la jeunesse intrépide de mon pays, je me convaincs que l’amour de la liberté est si profondément gravé dans son cœur que j’ai aucun doute sur son attachement à la patrie. Mais comment peut-on rassurer ces milliers de jeunes de nos villes et de nos campagnes sans résoudre urgemment l’équation de leur incontournable employabilité ? Telle est la préoccupation à laquelle les nouvelles autorités devront s’attaquer au plus vite.

Je ne saurai terminer mes propos sans saisir l’occasion pour remercier cette jeunesse avec laquelle nous avons combattu et triomphé ensemble pour la même cause. La fierté d’être Burkinabè dont nous jouissons aujourd’hui, nous la devons aux efforts communs de toutes les forces vives qui se sont liguées pour faire échec à l’imposture des putschistes de septembre dernier. A présent que notre peuple a choisi librement et en toute transparence les autorités qui vont le gouverner au cours des prochaines années, nous pouvons, en toute sérénité, souhaiter l’Etat retrouve la plénitude de son autorité et de ses responsabilités.

Nous ne sommes probablement pas au bout de nos épreuves. Il est même possible que nous vivions d’autres crises, au regard de la fébrilité de l’environnement global dans lequel nous vivons. La liberté que nous avons reconquise de haute lutte et la démocratie que nous entreprenons de bâtir doivent être préservées pour les générations futures. Aussi, sur le long chemin de l’histoire qu’il nous reste à écrire, nous devons cultiver les valeurs de paix, de respect de nos différences, d’abnégation au travail et de tolérance mutuelle.

Avant de lancer mon dernier coup de marteau, il me plaît de reprendre cette belle prière que le président américain, Dwight Eisenhower avait faite autrefois pour l’Amérique.

« Nous prions pour que les peuples de toutes fois, de toutes races, de toutes nations, puissent voir leurs plus principaux besoins satisfaits. Pour que ceux qui actuellement n'ont pas cette occasion puissent l'apprécier un jour entièrement ; que tous ceux qui aspirent à la liberté puissent en éprouver ses bénédictions spirituelles ; que ceux qui possèdent la liberté comprennent les grandes responsabilités qu'elle engendre ; que tous ceux qui sont peu sensibles aux besoins des autres apprennent la charité ; que les fléaux de la pauvreté, de la maladie et de l'ignorance soient amenés à disparaître de la surface de la terre, et que, avec le temps, tous les peuples viennent à vivre ensemble dans une paix garantie par la force du respect et de l'amour mutuels qui les lient».

C’est sur cette prière que je déclare close, la session parlementaire unique du Conseil National de la Transition.

**Je vous remercie.**

**Cheriff Moumina SY**